

**NOTE DE TRANSMISSION**

---

Du Praesidium

Au Convention

---

**Objet : Articles sur la Cour de justice et le Tribunal de grande instance**

---

1. Les membres de la Convention trouveront en annexe les projets d'articles de la partie II, relatifs à la Cour de justice, accompagnés de notes explicatives. Le projet d'article 20, partie I de la Constitution, qui a déjà été transmis à la Convention (document CONV 691/03) figure également dans ce document.
2. L'élaboration des nouveaux articles se fonde sur les travaux du cercle sur la Cour de justice, présidé par M. Vitorino (les modifications aux articles actuels sont indiquées en caractères gras).
3. L'attention des membres de la Convention est attirée notamment sur les modifications suivantes proposées par le Praesidium:
  - ♦ La majorité qualifiée et la procédure législative concernant des dispositions dans lesquelles le Conseil statue actuellement à l'unanimité, à savoir les articles 225 A (création de tribunaux spécialisés), 229 A (création d'un tribunal spécialisé en matière de protection des droits de propriété industrielle) et 245 (statut de la Cour de justice);

- ◆ La modification des conditions de recevabilité concernant des recours en annulation des personnes physiques ou morales portant sur des « actes réglementaires » (article 230, paragraphe 4);
  - ◆ La création d'un comité consultatif devant donner un avis sur l'adéquation des candidatures aux fonctions de juges et avocats généraux de la Cour et du Tribunal de grande instance (article 224 bis);
  - ◆ L'amélioration du système de sanctions, en prévoyant une simplification de la procédure préliminaire de saisine de la Cour par la Commission (article 228);
  - ◆ L'ajout de la possibilité d'attaquer des actes (articles 230) ou omissions (article 232) des "agences et organes de l'Union".
-

**Tableau indicatif : les articles proposés concernant la Cour de justice et le Tribunal de grande instance par rapport aux traités existants**

	Nouveaux articles	Articles reprenant des dispositions inscrites dans les traités existants, mais de manière partielle ou avec des modifications substantielles	Articles repris des traités existants, légèrement aménagés ou sans changements
<b>PARTIE I</b>			
<u>Article 20</u> : La Cour de justice de l'Union européenne	✓		
<b>PARTIE II : LA COUR DE JUSTICE</b>			
<u>Article 221</u> :			✓
<u>Article 222</u>			✓
<u>Article 223</u>		✓	
<u>Article 224</u> <u>Article 224 bis</u>	✓	✓	
<u>Article 225</u> <u>Article 225 A</u>		✓	✓
<u>Article 226</u>			✓
<u>Article 227</u>			✓
<u>Article 228</u>		✓	
<u>Article 229</u> <u>Article 229 A</u>		✓	✓
<u>Article 230</u> <u>Article 230 bis</u>	✓	✓	
<u>Article 231</u>			✓
<u>Article 232</u>		✓	

<u>Article 233</u>		✓	
<u>Article 234</u>		✓	
<u>Article 235</u>			✓
<u>Article 236</u>			✓
<u>Article 237</u>			✓
<u>Article 238</u>			✓
<u>Article 239</u>			✓
<u>Article 240</u>	✓		✓
<u>Article 240 bis</u>			
<u>Article 240 ter</u>		✓	
<u>Article 240 quater</u>		✓	
<u>Article 241</u>			✓
<u>Article 242</u>			✓
<u>Article 243</u>			✓
<u>Article 244</u>			✓
<u>Article 245</u>		✓	

# **ARTICLES SUR LA COUR DE JUSTICE ET LE TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE**

## **PARTIE I**

### LA COUR DE JUSTICE

#### Article 20

#### **Article 20 : La Cour de justice de l'Union européenne**

1. La Cour de justice, y compris le Tribunal de grande instance, assure le respect de la Constitution et du droit de l'Union.

Les États membres établissent les voies de recours nécessaires pour assurer une protection juridictionnelle effective dans le domaine du droit de l'Union.

2. La Cour de justice est formée d'un juge par État membre et est assistée d'avocats généraux. Le Tribunal de grande instance compte au moins un juge par État membre: le nombre des juges est fixé par le statut de la Cour de justice. Les juges de la Cour de justice et du Tribunal de grande instance, les avocats généraux de la Cour de justice, choisis parmi des personnalités offrant toutes garanties d'indépendance et qui réunissent les conditions requises à l'article [XX] de la Partie II, sont nommés d'un commun accord par les gouvernements des États membres pour un mandat de six ans. Les membres sortants peuvent être nommés de nouveau.
3. La Cour de justice est compétente pour statuer:
  - statuer sur les recours introduits par la Commission, un État membre, une Institution, ou des personnes physiques et morales dans les cas visés et selon les modalités prévues aux articles [YY] de la Partie II;
  - statuer, à titre préjudiciel, à la demande des juridictions nationales, sur l'interprétation du droit de l'Union ou sur la validité d'actes adoptés par les institutions;

- statuer sur les pourvois à l'encontre des décisions rendues par le Tribunal de grande instance ou à titre exceptionnel pour examiner ces décisions dans les conditions prévues dans le statut de la Cour.

## **PARTIE II**

### Article 221

La Cour de justice siège en chambres, en grande chambre ou en assemblée plénière, en conformité avec les règles prévues à cet effet par le statut de la Cour de justice.

#### Commentaire

*Texte de l'article 221, alinéas 2 et 3, qui ont toutefois été fusionnés dans un seul paragraphe.*

*L'alinéa premier ("La Cour de justice est formée d'un juge par État membre") se trouve à l'article 20 de la Partie I.*

### Article 222

(Article actuel : inchangé)

La Cour de justice est assistée de huit avocats généraux. Si la Cour de justice le demande, le Conseil, statuant à l'unanimité, peut augmenter le nombre des avocats généraux.

L'avocat général a pour rôle de présenter publiquement, en toute impartialité et en toute indépendance, des conclusions motivées sur les affaires qui, conformément au statut de la Cour de justice, requièrent son intervention.

#### Commentaire

*Article inchangé.*

## Article 223

Les juges et les avocats généraux de la Cour de justice, choisis parmi des personnalités offrant toutes garanties d'indépendance et qui réunissent les conditions requises pour l'exercice, dans leurs pays respectifs, des plus hautes fonctions juridictionnelles, ou qui sont des jurisconsultes possédant des compétences notoires, sont nommés d'un commun accord par les gouvernements des États membres, **après consultation du comité prévu à l'article 224 bis**.

Un renouvellement partiel des juges et des avocats généraux a lieu tous les trois ans dans les conditions prévues par le statut de la Cour de justice<sup>1</sup>.

Les juges désignent parmi eux, pour trois ans, le président de la Cour de justice. Son mandat est renouvelable.

La Cour de justice établit son règlement de procédure. Ce règlement est soumis à l'approbation du Conseil, statuant à la majorité qualifiée.

### Commentaire

*Cet article reprend l'article 223 CE actuel, à l'exception de la référence à la durée du mandat figurant à présent à l'article 20 de la Partie I, et du présent quatrième alinéa, sur la désignation du greffier, qui pourrait être incorporée dans le statut de la Cour de justice (article 9 nouveau du statut).*

## Article 224

Le nombre des juges du Tribunal de grande instance est fixé par le statut de la Cour de justice. Le statut peut prévoir que le Tribunal est assisté d'avocats généraux.

---

<sup>1</sup> Cette disposition est fonction de la durée du mandat; si le Praesidium optait pour un mandat non renouvelable, cette disposition devrait être supprimée.



Les membres du Tribunal de grande instance sont choisis parmi les personnes offrant toutes garanties d'indépendance et possédant la capacité requise pour l'exercice de hautes fonctions juridictionnelles. Ils sont nommés d'un commun accord pour six ans par les gouvernements des États membres, **après consultation du comité prévu à l'article 224 bis**. Un renouvellement partiel du Tribunal de grande instance a lieu tous les trois ans. Les membres sortants peuvent être nommés à nouveau.

Les juges désignent parmi eux, pour trois ans, le président du Tribunal de grande instance. Son mandat est renouvelable.

Le Tribunal de grande instance adopte son règlement de procédure en accord avec la Cour de justice. Il statue après approbation du Conseil, statuant à la majorité qualifiée.

À moins que le statut de la Cour de justice n'en dispose autrement, les dispositions de la Constitution relatives à la Cour de justice sont applicables au Tribunal de grande instance.

#### Commentaire

*Le présent article est largement fondé sur l'article 224 actuel, sauf que la première phrase du texte actuel ("Le Tribunal de première instance compte au moins un juge par État membre") et la deuxième phrase ("Le nombre de juges est fixé par le statut de la Cour de justice") sur la procédure de désignation des juges, se trouvent à l'article 20 de la Partie I. Quant au reste, l'on pourrait suivre la même approche que pour l'article 223 sur la nomination du greffier.*

### **Article 224 bis**

**Un comité est institué afin de donner un avis sur l'adéquation des candidats à l'exercice des fonctions de juge et d'avocat général de la Cour de justice et du Tribunal de grande instance préalablement à la décision des gouvernements des États membres conformément aux articles 223 et 224.**

**Le comité est composé de sept personnalités parmi d'anciens membres de la Cour de justice et du Tribunal de grande instance, des membres des juridictions nationales suprêmes et des juristes possédant des compétences notoires, dont un est proposé par le Parlement européen. La désignation des membres de ce comité et ses règles de fonctionnement sont décidées par le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, sur proposition du président de la Cour de justice.**

### Commentaire

*Ce paragraphe contient une nouveauté par rapport à la situation existante. En effet, le cercle de discussion a considéré qu'il était "opportun de créer un "comité consultatif", qui aurait pour tâche de donner un avis aux États membres sur l'adéquation du profil d'un(e) candidat(e) à l'exercice des fonctions, sur la base notamment de critères objectifs relatifs à sa qualification professionnelle. Dans ce comité – dont les délibérations ne seraient pas publiques et qui ne ferait pas d'auditions - pourraient siéger d'anciens membres de la Cour et des représentants des juridictions suprêmes nationales, le Parlement européen pouvant aussi nommer un expert juridique. Un membre s'est toutefois déclaré contraire à l'idée que le Parlement européen soit associé, en y voyant un risque de politisation de la procédure de désignation. Le cercle a souligné que l'instauration d'un tel comité consultatif pourrait être de nature à renforcer le niveau d'exigence des États membres dans la présentation des candidats" (rapport final du cercle de discussion, paragraphe 6).*

*Sur la base de ces indications, le projet d'article prévoit l'instauration de ce comité consultatif. Il est proposé qu'il consiste en sept personnalités. Afin de faciliter la prise décision, le Conseil devrait statuer à la majorité qualifiée et pour l'acte créant le fonctionnement du comité et pour la désignation de ses membres. Enfin, il semble approprié que la Cour de justice se trouve associée à la mise en place de ce mécanisme de consultation : à cet effet, il est suggéré que le Conseil statue sur proposition du Président de la Cour de justice.*

## Article 225

(Article actuel: inchangé)

1. Le Tribunal de grande instance est compétent pour connaître en première instance des recours visés aux [articles 230, 232, 235, 236 et 238], à l'exception de ceux qui sont attribués à un tribunal spécialisé et de ceux que le statut réserve à la Cour de justice. Le statut peut prévoir que le Tribunal de grande instance est compétent pour d'autres catégories de recours.

Les décisions rendues par le Tribunal de grande instance en vertu du présent paragraphe peuvent faire l'objet d'un pourvoi devant la Cour de justice, limité aux questions de droit, dans les conditions et limites prévues par le statut.

2. Le Tribunal de grande instance est compétent pour connaître des recours qui sont formés contre les décisions des tribunaux spécialisés créés en application de l'article 225 A.

Les décisions rendues par le Tribunal de grande instance en vertu du présent paragraphe peuvent exceptionnellement faire l'objet d'un réexamen par la Cour de justice, dans les conditions et limites prévues par le statut, en cas de risque sérieux d'atteinte à l'unité ou à la cohérence du droit de l'Union.

3. Le Tribunal de grande instance est compétent pour connaître des questions préjudicielles, soumises en vertu de l'article 234, dans des matières spécifiques déterminées par le statut.

Lorsque le Tribunal de grande instance estime que l'affaire appelle une décision de principe susceptible d'affecter l'unité ou la cohérence du droit de l'Union, il peut renvoyer l'affaire devant la Cour de justice afin qu'elle statue.

Les décisions rendues par le Tribunal de grande instance sur des questions préjudicielles peuvent exceptionnellement faire l'objet d'un réexamen par la Cour de justice, dans les conditions et limites prévues par le statut, en cas de risque sérieux d'atteinte à l'unité ou à la cohérence du droit de l'Union.

1. **Le Parlement européen et le Conseil, conformément à la procédure législative, peuvent adopter des lois européennes** créant des tribunaux spécialisés adjoints au Tribunal de grande instance, chargés de connaître en première instance de certaines catégories de recours formés dans des matières spécifiques. Ils statuent soit sur proposition de la Commission après consultation de la Cour de justice, soit sur demande de la Cour de justice après consultation de la Commission.
2. La loi européenne portant création d'un tribunal spécialisé fixe les règles relatives à la composition de ce tribunal et précise l'étendue des compétences qui lui sont conférées.
3. Les décisions des tribunaux spécialisés peuvent faire l'objet d'un pourvoi limité aux questions de droit ou, lorsque la loi européenne portant création du tribunal spécialisé le prévoit, d'un appel portant également sur les questions de fait, devant le Tribunal de grande instance.
4. Les membres des tribunaux spécialisés sont choisis parmi des personnes offrant toutes les garanties d'indépendance et possédant la capacité requise pour l'exercice de fonctions juridictionnelles. Ils sont nommés par le Conseil, statuant à l'unanimité.
5. Les tribunaux spécialisés adoptent leur règlement de procédure en accord avec la Cour de justice. Ils statuent après l'approbation du Conseil, statuant à la majorité qualifiée.
6. À moins que la loi européenne portant création du tribunal spécialisé n'en dispose autrement, les dispositions de la Constitution relatives à la Cour de justice et les dispositions du statut de la Cour de justice s'appliquent aux tribunaux spécialisés.

### Commentaire

*L'article 225 A actuel prévoit que, pour ce qui est de l'acte créant un tribunal spécialisé, le Conseil statue à l'unanimité, après avis du Parlement européen et de la Commission (si c'est la Cour de justice qui a fait la proposition). Le cercle a recommandé que le Conseil statue à majorité qualifiée. Une majorité a également considéré que la procédure législative devrait s'appliquer. Le cercle a dès lors considéré que l'acte portant création d'une chambre et fixant ses compétences avait une nature législative. Le Praesidium a décidé de suivre la recommandation du cercle.*

### Article 226

(Article actuel : inchangé)

Si la Commission estime qu'un État membre a manqué à une des obligations qui lui incombent en vertu de la Constitution, elle émet un avis motivé à ce sujet, après avoir mis cet État en mesure de présenter ses observations.

Si l'État en cause ne se conforme pas à cet avis dans le délai déterminé par la Commission, celle-ci peut saisir la Cour de justice.

### Commentaire

*Reproduction de l'article 226, tel qu'il existe. Au sein du cercle sur la Cour de justice un membre a suggéré le remplacement de cette disposition par une autre reprenant l'article 88 du traité CECA. Une telle disposition accorderait la possibilité à la Commission de constater un manquement d'un État à une des obligations qui lui incombent en vertu de la Constitution. Toutefois, la grande majorité des membres du cercle a été favorable à maintenir la disposition existante.*

## Article 227

(Article actuel: inchangé)

Chacun des États membres peut saisir la Cour de justice s'il estime qu'un autre État membre a manqué à une des obligations qui lui incombent en vertu de la Constitution.

Avant qu'un État membre n'introduise, contre un autre État membre, un recours fondé sur une prétendue violation des obligations qui lui incombent en vertu de la Constitution, il doit en saisir la Commission.

La Commission émet un avis motivé après que les États intéressés ont été mis en mesure de présenter contradictoirement leurs observations écrites et orales.

Si la Commission n'a pas émis l'avis dans un délai de trois mois à compter de la demande, l'absence d'avis ne fait pas obstacle à la saisine de la Cour de justice.

## Article 228

1. Si la Cour de justice reconnaît qu'un État membre a manqué à une des obligations qui lui incombent en vertu de la Constitution, cet État est tenu de prendre les dispositions que comporte l'exécution de l'arrêt de la Cour de justice.
2. **Si la Commission estime que l'État membre concerné n'a pas pris les mesures que comporte l'exécution de l'arrêt de la Cour, elle peut saisir la Cour de justice, après avoir mis cet État en mesure de présenter ses observations.** Elle indique le montant de la somme forfaitaire ou de l'astreinte à payer par l'État membre concerné qu'elle estime adapté aux circonstances.

Si la Cour de justice reconnaît que l'État membre concerné ne s'est pas conformé à son arrêt, elle peut lui infliger le paiement d'une somme forfaitaire ou d'une astreinte.

Cette procédure est sans préjudice de l'article 227.

- 3. Lorsque la Commission saisit la Cour de justice d'un recours en vertu de l'article 226 estimant que l'État concerné a manqué à son obligation de communiquer des mesures de transposition d'une loi-cadre, elle peut, lorsqu'elle le considère approprié, demander à la Cour de justice à ce qu'elle inflige, dans le même recours, le paiement d'une somme forfaitaire ou d'une astreinte dans le cas où la Cour constaterait un manquement. Si la Cour de justice fait droit à la demande de la Commission, le paiement en question prend effet dans le délai imparti par la Cour de justice dans son arrêt.**

#### Commentaire

*Quant au mécanisme de sanctions en cas de non-exécution d'un arrêt de la Cour, le rapport final du cercle de discussion a relevé que le système actuel n'était pas suffisamment efficace, les États condamnés par la Cour pouvant attendre des années avant de se voir infliger une sanction pécuniaire. Le cercle considère dès lors qu'il convient de trouver des moyens visant à une plus grande efficacité et simplicité des mécanismes de sanctions pour non - exécution des arrêts de la Cour. A cet effet, il a été proposé de renforcer le mécanisme de sanctions prévu à l'article 228 CE, en supprimant les deux phases préalables à la saisine de la Cour pour l'application de sanctions, à savoir la phase de "mise en demeure" de l'État en question et la phase de "l'avis motivé" de la Commission, ou une de ces deux phases au moins<sup>1</sup>; une large majorité a été favorable à cette dernière proposition.*

*Le texte de l'article propose de simplifier la procédure préliminaire, en supprimant l'avis motivé.*

---

<sup>1</sup> Une telle saisine directe de la Cour par la Commission, ou par un Etat membre, ne constitue pas une nouveauté : elle est déjà prévue dans le traité pour certains cas, comme par exemple, si un Etat abuse des exceptions prévues pour des raisons de défense ou pour des cas de crise (article 298)<sup>1</sup>.

*En outre, il a été suggéré au sein du cercle que les sanctions visées à l'article 228 pourraient prendre effet de manière rétroactive (à partir du début de l'infraction). Toutefois une disposition à cet effet ne semble pas nécessaire, dans la mesure où le texte actuel prévoit déjà la possibilité non seulement d'infliger une astreinte (par jour de manquement à partir de la date de prononcé de l'arrêt), mais aussi celle d'une somme forfaitaire (fixée en fonction de la gravité du manquement avant la date du prononcé de l'arrêt).*

*Le paragraphe 3 (nouveau) résulte d'une suggestion présentée par la Commission devant le cercle de discussion. Il s'agit d'accorder à la Commission la possibilité de saisir la Cour, à la fois (dans la même procédure) d'un recours en vertu de l'article 226 TCE et d'une demande d'infliger une sanction. Si, sur demande de la Commission, la Cour inflige la sanction dans le même arrêt de condamnation, une telle sanction s'appliquerait après un certain délai, à compter du prononcé de l'arrêt, si l'État défendeur ne se conformait pas à la condamnation. Une majorité des membres du cercle s'est prononcée en faveur de cette proposition. Un tel dispositif permettrait d'alléger et d'accélérer considérablement la procédure pour des sanctions concernant des cas de "non-communication" d'une mesure nationale de transposition<sup>1</sup>. Le Praesidium a décidé de retenir cette recommandation du cercle.*

## Article 229

**Les lois européennes, lois-cadres européennes et les lois ou règlements du Conseil**, adoptés en vertu de la Constitution, peuvent attribuer à la Cour de justice une compétence de pleine juridiction pour les sanctions qu'elles prévoient.

### Commentaire

*Cet article n'a été changé que pour tenir compte des nouveaux instruments dans la Partie I.*

---

<sup>1</sup> On distingue dans la pratique ces cas de "non-communication" (lorsque l'État membre n'a pris aucune mesure de transposition) des cas de transposition incorrecte (lorsque les mesures de transposition prises par l'État membre ne sont pas, de l'avis de la Commission, conformes à la directive (ou loi-cadre)). Le dispositif proposé ne s'appliquerait pas au deuxième cas de figure.



## Article 229 A

Sans préjudice des autres dispositions de la Constitution, **une loi européenne** attribuée à la Cour de justice, dans la mesure qu'elle détermine, la compétence pour statuer sur des litiges liés à l'application des actes adoptés sur la base de la Constitution qui créent des titres de propriété industrielle.

### Commentaire

*Les discussions au sein du cercle ont montré une forte volonté de rendre plus facile le recours à cette base juridique. A cette fin, le cercle a recommandé qu'on remplace la procédure actuelle (décision du Conseil à l'unanimité + ratification par les États membres) en supprimant l'exigence de ratification par les États membres, en introduisant la majorité qualifiée pour la décision du Conseil, et, selon une majorité du cercle, en prévoyant la procédure législative. Le Praesidium a décidé de suivre la recommandation du cercle.*

## Article 230

1. La Cour de justice contrôle la légalité des **lois européennes et des lois-cadres européennes**, des actes du Conseil, de la Commission et de la BCE, autres que les recommandations et les avis, et des actes du Parlement européen destinés à produire des effets juridiques vis-à-vis des tiers. **Elle contrôle aussi la légalité des actes des agences et organes de l'Union qui produisent des effets juridiques vis-à-vis de tiers.**
2. À cet effet, la Cour est compétente pour se prononcer sur les recours pour incompétence, violation des formes substantielles, violation de la Constitution ou de toute règle de droit relatif à son application, ou détournement de pouvoir, formés par un État membre, le Parlement européen, le Conseil ou la Commission.

3. La Cour de justice est compétente, dans les mêmes conditions, pour se prononcer sur les recours formés par la Cour des comptes, par la Banque centrale européenne **et par le Comité des Régions**, qui tendent à la sauvegarde des prérogatives de ceux-ci.
4. Toute personne physique ou morale peut former, dans les mêmes conditions, un recours contre **les actes dont elle est le destinataire ou qui la concernent directement et individuellement, ainsi que contre les actes réglementaires qui la concernent directement sans comporter de mesures d'exécution.**
5. **Les actes créant les organes et agences de l'Union peuvent prévoir des conditions et modalités spécifiques concernant les recours introduits par des personnes physiques ou morales contre des actes de ces organes ou agences destinés à produire des effets juridiques.**
6. Les recours prévus au présent article doivent être formés dans un délai de deux mois à compter, suivant le cas, de la publication de l'acte, de sa notification au requérant ou, à défaut, du jour où celui-ci en a eu connaissance.

### Commentaire

#### Premier paragraphe

*Cette disposition a été celle qui a fait l'objet de plus longs débats par le cercle de discussion. L'alinéa premier contient une modification importante car elle inclut les actes des agences et organes de l'Union. Après avoir procédé à une analyse détaillée de la situation actuelle des organes et agences pour ce qui est du contrôle de légalité de leurs actes, le cercle a constaté qu'en général les actes créant des agences contiennent des dispositions instaurant des voies de recours devant la Cour de justice portant sur des actes juridiques adoptés par ces agences<sup>1</sup>.*

---

<sup>1</sup> Voir à cet égard document de travail du Secrétariat concernant le droit de recours contre des actes des agences de l'Union (WD 9).

*Il a semblé aux membres du cercle que des actes produisant des effets juridiques vis-à-vis des tiers ne devraient pas échapper à un contrôle de légalité et, de ce fait, la majorité des membres du cercle recommande que l'article 230 CE soit modifié de sorte à comprendre, outre les actes juridiques adoptés par les institutions, ceux des organes et agences de l'Union. Il a été souligné que l'acte créant l'agence pourrait par ailleurs préciser des modalités spécifiques pour l'exercice du contrôle de légalité des actes de l'agence ou de l'organe en question (voir cinquième paragraphe nouveau). Un seul membre du cercle a déclaré ne pas être en mesure de se rallier à la recommandation générale du cercle sur ce point.*

*Il a été relevé en outre que cette orientation du cercle ne portait que sur les organes et agences relevant du traité CE, ceux agissant dans le cadre de la PESC et de la coopération policière et judiciaire en matière pénale devant être examinés par les dispositions desdites politiques car ils sont susceptibles de présenter certaines particularités qui pourraient être réglées dans les actes établissant ces organes ou agences (en tout cas, dans la mesure où la Constitution contiendrait une exclusion de compétence de la Cour concernant la PESC, les organes PESC ne seraient pas couverts par le présent article)<sup>1</sup>.*

#### Deuxième paragraphe

*Pas de changements.*

#### Troisième paragraphe

*Le Praesidium propose, suivant en cela des demandes de plusieurs Conventionnels, d'introduire le Comité des Régions, qui pourrait avoir une légitimité active pour sauvegarder ses prérogatives.*

---

<sup>1</sup> Toutefois, pour ce qui est de l'Agence européenne d'armement et de recherche stratégique, prévue à l'article 30, paragraphe 3 de la Partie I, il conviendrait que la décision du Conseil établissant le mode de fonctionnement de l'agence prévoie la compétence de la Cour de justice concernant les actes de l'agence produisant des effets juridiques vis-à-vis des personnes physiques ou morales.

#### Quatrième paragraphe

*La question de l'accès des personnes physiques ou morales à la Cour de justice pour des actes de portée générale a été longuement débattue par le cercle de discussion. Le cercle était en fait divisé en deux groupes : pour certains, l'article 230, quatrième alinéa, ne doit pas être modifié quant au fond, car il satisfait aux exigences essentielles d'une protection juridictionnelle effective, en particulier du fait de l'action des juridictions nationales, qui peuvent (ou doivent) saisir la Cour de justice d'une question préjudicielle visant à l'interprétation ou à l'appréciation de la validité du droit de l'Union; pour d'autres membres, cette disposition contient des conditions de recevabilité trop restrictives pour les recours des particuliers contre des actes de portée générale.*

*Les membres du cercle qui ont été favorables à une modification de l'article 230, quatrième alinéa, ont surtout mis en relief le fait que, dans certains cas exceptionnels, un particulier pourrait être directement concerné par un acte de portée générale, sans que ce dernier ne comporte une mesure d'exécution interne. Dans ce cas, actuellement il serait obligé d'enfreindre cette norme pour avoir accès à un juge. Ils estiment que les conditions de recevabilité actuelles, qui exigent qu'une personne soit "directement et individuellement" concernée, ne permettent pas le contrôle par la Cour dans ce cas spécifique. C'est dans cet esprit que le Praesidium recommande une ouverture des conditions d'introduction de recours directs.*

*Les membres du cercle favorables à une modification de l'article 230, quatrième alinéa, marquent une préférence pour l'option mentionnant les "actes de portée générale". Certains membres ont toutefois considéré plus approprié de choisir les mots "actes réglementaires", ce qui permet d'établir une distinction entre les actes législatifs et les actes réglementaires, en retenant une approche restrictive en ce qui concerne les recours des particuliers contre les actes législatifs (pour lesquelles la condition "directement et individuellement concerné" reste d'application) et de prévoir une approche plus ouverte à l'égard des recours contre les actes réglementaires. Le Praesidium a retenu cette dernière approche et propose de prévoir des recours des personnes physiques ou morales contre les actes réglementaires qui les concernent directement sans comporter des mesures d'exécution.*

*Une simplification rédactionnelle de l'article 230, quatrième alinéa, est aussi proposée consistant à supprimer la formule "bien que prises sous l'apparence...." et de la remplacer par "des actes dont elle est destinataire ou qui la concerne directement et individuellement".*

*Lors de ses délibérations, le Praesidium a également pris acte d'une proposition avancée par certains Conventionnels visant à l'instauration dans cet article d'un recours spécifique pour la défense des droits fondamentaux, mais il décide, à l'instar du cercle, de ne pas retenir cette idée.*

#### Cinquième paragraphe

*Voir commentaire sur le premier paragraphe, ci-avant.*

#### Sixième paragraphe

*Ce paragraphe contient le délai requis pour l'introduction des recours en annulation. Il pourrait être envisagé de renvoyer cette disposition au statut de la Cour de justice.*

### Article 230 bis

**L'État membre concerné par une constatation par le Conseil européen ou par le Conseil en vertu de l'article 45 peut s'adresser à la Cour de justice, dans un délai d'un mois à compter de la date de ladite constatation, pour violation des seules prescriptions de procédure prévues dans cette disposition.**

#### Commentaire

*Cet article reprend le contenu de l'article 46, alinéa e) TUE, qui concerne la procédure visée à l'article 7 TUE, et a l'article 45, Partie I, du projet de la Constitution, tout en modifiant sa formulation. Il semble indiqué que cette disposition figure dans la Partie II.*

Article 231  
(Article actuel: inchangé)

Si le recours est fondé, la Cour de justice déclare nul et non avenu l'acte contesté.

Toutefois, elle indique, si elle l'estime nécessaire, ceux des effets de l'**acte**<sup>1</sup> annulé qui doivent être considérés comme définitifs.

Article 232

Dans le cas où, en violation de la Constitution, le Parlement européen, le Conseil, la Commission s'abstiendraient de statuer, les États membres et les autres institutions de l'Union peuvent saisir la Cour de justice en vue de faire constater cette violation. **Cette disposition s'applique, dans les mêmes conditions, aux agences et organes de l'Union qui s'abstiennent de statuer.**

Ce recours n'est recevable que si l'institution, **agence ou organe** en cause a été préalablement invitée à agir. Si, à l'expiration d'un délai de deux mois à compter de cette invitation, l'institution, **agence ou organe** n'a pas pris position, le recours peut être formé dans un nouveau délai de deux mois.

Toute personne physique ou morale peut saisir la Cour de justice dans les conditions fixées aux alinéas précédents pour faire grief à l'une des Institutions, **agences ou organes de l'Union** d'avoir manqué de lui adresser un acte autre qu'une recommandation ou un avis.

---

<sup>1</sup> La substitution du terme « acte » au terme « règlement » est une adaptation nécessaire pour mettre cet alinéa en conformité avec la jurisprudence par laquelle la Cour de justice a maintenu les effets d'actes autres que les règlements.

### Commentaire

*Cette disposition a été modifiée et les organes et agences de l'Union ont été ajoutés. Même si le cercle n'a pas discuté cette question, il semble en effet que si ces derniers peuvent faire l'objet d'un recours en annulation, ils devraient aussi pouvoir être mis en cause par la voie d'un recours en carence, qui vise à sanctionner des omissions contraires à la Constitution. La référence à la BCE dans le traité actuel peut être supprimée, parce qu'il est prévu que la BCE aura le statut d'une Institution.*

### Article 233

L'Institution ou les Institutions, **l'agence ou l'organe** dont émane l'acte annulé, ou dont l'abstention a été déclarée contraire à la Constitution, sont tenues de prendre les mesures que comporte l'exécution de l'arrêt de la Cour de justice.

Cette obligation ne préjuge pas celle qui peut résulter de l'application de l'article 288, deuxième alinéa.

### Commentaire

*Cet article a été modifié afin d'incorporer également les organes et agences de l'Union. En outre, le dernier alinéa de l'ancienne disposition se lisait comme suit : "Le présent article s'applique également à la BCE": la BCE devenant une institution, cet alinéa n'a plus lieu d'être.*

### Article 234

La Cour de justice est compétente pour statuer, à titre préjudiciel:

- a) sur l'interprétation de la Constitution,

- b) sur la validité et l'interprétation des actes des institutions de l'Union,
- c) sur l'interprétation des statuts des **agences ou organes** créés par un acte de l'Union, lorsque ces statuts le prévoient.

Lorsqu'une telle question est soulevée devant une juridiction d'un des États membres, cette juridiction peut, si elle estime qu'une décision sur ce point est nécessaire pour rendre son jugement, demander à la Cour de justice de statuer sur cette question.

Lorsqu'une telle question est soulevée dans une affaire pendante devant une juridiction nationale dont les décisions ne sont pas susceptibles d'un recours juridictionnel de droit interne, cette juridiction est tenue de saisir la Cour de justice.

**Si une telle question est soulevée dans une affaire pendante devant une juridiction nationale concernant une personne détenue, la Cour de justice statue dans les plus brefs délais.**

#### Commentaire

*Il est proposé de maintenir cette disposition - qui joue un rôle fondamental car elle instaure un contrôle décentralisé du droit de l'Union et une coopération entre les juridictions nationales et la Cour de justice - pratiquement inchangé, sauf que la référence particulière à la BCE peut être supprimée.*

*En outre, lors de l'examen des projets d'articles concernant la JAI, un amendement a été déposé par un Conventionnel prévoyant que la Cour de justice devrait se prononcer dans un délai maximum de trois mois lorsque la procédure nationale concerne une personne détenue. Il est vrai que la procédure préjudicielle a pour effet de suspendre la procédure nationale, ce qui est particulièrement important si la procédure nationale concerne une personne détenue. Le*



*Praesidium a estimé opportun de retenir cette idée, qui figure en tant que dernier alinéa, en remplaçant le délai de trois mois par "dans les plus brefs délais". De noter que la Cour peut déjà utiliser des "procédures accélérées" dans certains cas, "lorsque l'urgence particulière de l'affaire exige que la Cour statue dans les plus brefs délais" (voir article 62 bis du règlement de procédure de la Cour de justice). Il serait par ailleurs possible que l'on fixe un délai pour ce type de procédures préjudicielles, mais le Praesidium a estimé que, si c'était le cas, un tel délai pourrait être prévu dans le statut de la Cour de justice.*

#### Article 235

(Article actuel: inchangé)

La Cour de justice est compétente pour connaître des litiges relatifs à la réparation des dommages visés à l'article 288, deuxième alinéa.

#### Article 236

(Article actuel: inchangé)

La Cour de justice est compétente pour statuer sur tout litige entre l'Union et ses agents dans les limites et conditions déterminées au statut ou résultant du régime applicable à ces derniers.

#### Article 237

(Article actuel: inchangé)

La Cour de justice est compétente, dans les limites ci-après, pour connaître des litiges concernant:

- a) l'exécution des obligations des États membres résultant des statuts de la Banque européenne d'investissement. Le conseil d'administration de la Banque dispose à cet égard des pouvoirs reconnus à la Commission par [l'article 226];

- b) les délibérations du conseil des gouverneurs de la Banque européenne d'investissement. Chaque État membre, la Commission et le conseil d'administration de la Banque peuvent former un recours en cette matière dans les conditions prévues à [l'article 230];
- c) les délibérations du conseil d'administration de la Banque européenne d'investissement. Les recours contre ces délibérations ne peuvent être formés, dans les conditions fixées à [l'article 230], que par les États membres ou la Commission, et seulement pour violation des formes prévues à l'article 21, paragraphes 2 et 5 à 7 inclus, des statuts de la Banque;
- d) l'exécution par les banques centrales nationales des obligations résultant de la Constitution et des statuts du SEBC. Le conseil de la BCE dispose à cet égard, vis-à-vis des banques centrales nationales, des pouvoirs reconnus à la Commission par [l'article 226] vis-à-vis des États membres. Si la Cour de justice reconnaît qu'une banque centrale nationale a manqué à une des obligations qui lui incombent en vertu de la Constitution, cette banque est tenue de prendre les dispositions que comporte l'exécution de l'arrêt de la Cour de justice.

#### Article 238

(Article actuel: inchangé)

La Cour de justice est compétente pour statuer en vertu d'une clause compromissoire contenue dans un contrat de droit public ou de droit privé passé par l'Union ou pour son compte.

#### Article 239

(Article actuel: inchangé)

La Cour de justice est compétente pour statuer sur tout différend entre États membres en connexité avec l'objet de la Constitution, si ce différend lui est soumis en vertu d'un compromis.

Article 240  
(Article actuel: inchangé)

Sous réserve des compétences attribuées à la Cour de justice par la Constitution, les litiges auxquels l'Union est partie ne sont pas, de ce chef, soustraits à la compétence des juridictions nationales.

**Article 240 bis**

**La Cour de justice n'a pas de compétence au regard des articles 29 et 30 de la Partie I et des dispositions du chapitre I de la Partie II concernant la politique étrangère et de sécurité commune.**

Commentaire

*Le cercle sur la Cour de justice a été divisé sur la question de la compétence de la Cour dans le domaine de la PESC. Il est dès lors difficile de présenter une proposition consensuelle. Le présent projet d'article, qui reflète la situation actuelle, a été formulé à la lumière des considérations qui suivent.*

*Actuellement, lorsqu'une action dans le domaine de la PESC prévoit des sanctions économiques à l'égard d'un pays tiers, des mesures de mise en œuvre au niveau de la Communauté sont nécessaires; elles sont prises sur la base des articles 60 et 301 CE. Lorsqu'il s'agit de sanctions économiques à l'égard de particuliers, l'on a recours à l'article 308 CE<sup>1</sup>. La Cour exerce déjà son contrôle juridictionnel concernant tous les actes de mise en œuvre conformément au traité CE. Tout en maintenant la situation actuelle, le Praesidium a retenu la nécessité de prévoir explicitement la possibilité d'adopter des sanctions économiques à l'égard des particuliers à l'article 31 du chapitre 4 du Titre B (action extérieure). Dans les cas visés par cette disposition, la Cour exerce un contrôle juridictionnel. En matière de sanctions (mesures restrictives), la question qui pourrait se poser est*

---

<sup>1</sup> Le Conseil a toutefois interprété de façon extensive les articles 60 et 301 CE, en les utilisant comme base juridique pour arrêter des sanctions à l'égard de personnes ou associations qui exerçaient en fait le contrôle d'un pays ou d'une partie d'un pays.

*de savoir si la Convention considère ou non approprié d'élargir la possibilité de recours des particuliers aux actes adoptés sur la base de décisions PESC qui affectent des personnes autrement qu'au plan économique (ex. des mesures restrictives en application des décisions PESC peuvent avoir comme objet l'interdiction de l'entrée et de la libre circulation des personnes, comme un refus de visa). La question d'une base juridique spécifique concernant les sanctions autres qu'économiques à l'égard des particuliers doit être examinée dans le cadre du débat de la Convention sur l'article 31 de la Partie II concernant l'action extérieure, et non pas dans le cadre des dispositions concernant la Cour de justice.*

*Une question qui a été soulevée concerne la possibilité d'ouvrir la voie d'un recours en annulation sur la base de l'article 230 CE, introduit par des États et des institutions, contre des actes PESC, qui auraient été pris en violation des formes substantielles prévues dans la Constitution. Le Praesidium n'a pas suivi cette piste. Toutefois le Praesidium considère que la compétence de la Cour doit être reconnue pour examiner la compatibilité des accords internationaux envisagées relevant de la PESC avec les dispositions de la Constitution (article 300, paragraphe 6 actuel).*

*Le Praesidium a en outre examiné la recommandation du cercle selon laquelle "en conséquence de la suppression des piliers, la Constitution devrait maintenir le principe consacré dans l'article 47 TUE, sur la base duquel la Cour de justice est compétente pour contrôler si les mesures et les procédures PESC n'empiètent pas sur les procédures applicables aux autres politiques (relevant de l'ex- premier pilier ) de la Constitution, afin que ces dernières puissent être préservées<sup>1</sup>". En partant du constat que les piliers ont été supprimés mais que la partie III de la Constitution spécifie pour chaque domaine les procédures applicables, le Praesidium est d'avis que l'article 230 permet à la Cour de justice de procéder à un contrôle de légalité. En effet, lorsqu'une institution se fonde à tort sur une base juridique figurant dans le chapitre PESC pour adopter un acte qu'elle aurait dû fonder sur une base juridique contenue dans une autre disposition (hors - PESC) de la Constitution, elle violerait la Constitution, dans la mesure où l'acte en question serait fondé sur une base juridique erronée.*

---

<sup>1</sup> Cercle sur la Cour de justice- rapport complémentaire du 16 avril 2003 sur la question du contrôle juridictionnel portant sur la politique étrangère et de sécurité commune (CONV 689/03 REV1, paragraphe 7, alinéa b).

#### Article 240 ter

Dans l'exercice de ses compétences concernant les dispositions des chapitres 3 et 4 du Titre [...] concernant l'espace de liberté, sécurité et justice, la Cour de justice n'a pas de compétence pour contrôler la validité ou la proportionnalité d'opérations menées par la police ou d'autres services répressifs dans un État membre, ni pour statuer sur l'exercice des responsabilités qui incombent aux États membres pour le maintien de l'ordre public et la sauvegarde de la sécurité intérieure, **lorsque ces actes relèvent du droit interne.**

#### Commentaire

*Cet article est fondé sur l'article 35, paragraphe 5 TUE actuel, à l'exception des sept derniers mots. Il correspond à l'article 9 de l'ensemble d'articles adoptés par le Praesidium concernant la JAI. Il a fait l'objet de beaucoup d'amendements demandant sa suppression, mais d'autres membres ont aussi demandé la reprise pure et simple de l'article 35, paragraphe 5 TUE. Il est dès lors possible de croire que cet article, tel qu'il est libellé, constitue un compromis acceptable. Il semble toutefois plus adéquat d'insérer cette disposition dans les articles relatifs à la Cour, plutôt que dans le chapitre sur l'espace de liberté, sécurité et justice.*

#### Article 240 quater

Les États membres s'engagent à ne pas soumettre un différend relatif à l'interprétation ou à l'application de la Constitution à un mode de règlement autre que ceux prévus par celle-ci.

#### Commentaire

*Le présent article reprend le texte de l'article 292 CE, qui semble mieux placé dans les dispositions de la Partie II concernant la Cour de justice.*

## Article 241

Nonobstant l'expiration du délai prévu à l'article 230, cinquième alinéa, toute partie peut, à l'occasion d'un litige mettant en cause **une loi européenne, une loi** ou un règlement du Conseil, de la Commission ou de la BCE, se prévaloir des moyens prévus à l'article 230, deuxième alinéa, pour invoquer devant la Cour de justice l'inapplicabilité de cet acte.

### Commentaire

*Cet article n'a été modifié que pour tenir compte de la nouvelle désignation des instruments.*

## Article 242

(Article actuel: inchangé)

Les recours formés devant la Cour de justice n'ont pas d'effet suspensif. Toutefois, la Cour de justice peut, si elle estime que les circonstances l'exigent, ordonner le sursis à l'exécution de l'acte attaqué.

## Article 243

(Article actuel: inchangé)

Dans les affaires dont elle est saisie, la Cour de justice peut prescrire les mesures provisoires nécessaires.

## Article 244

(Article actuel: inchangé)

Les arrêts de la Cour de justice ont force exécutoire dans les conditions fixées à [l'article 256].

## Article 245

Le statut de la Cour de justice est fixé par un protocole.

**La loi peut modifier les dispositions du statut, à l'exception de son titre I et de son article 64. Le Parlement européen et le Conseil statuent, soit sur demande de la Cour de justice et après consultation de la Commission, soit sur demande de la Commission et après consultation de la Cour de justice.**

### Commentaire

*Une majorité au sein du cercle a recommandé que le statut de la Cour de justice soit adopté selon la procédure législative, à l'exception de son titre I, qui concerne notamment le régime d'immunité des juges et des avocats généraux, et son article 64 relatif au régime linguistique. Le Praesidium a décidé de retenir cette recommandation du cercle.*

---